



# **COVID – 19 : Impact économique sur les entreprises de Corrèze**

**Enquête des CCI de Nouvelle-Aquitaine, administrée du 5 au 10 Mai 2020**

# + Contexte

- Dans le contexte de crise sanitaire relatif au Covid-19, **les 14 CCI de Nouvelle-Aquitaine**, conformément à leur mission de représentation des entreprises auprès des Pouvoirs Publics, ont mené une **3<sup>e</sup> enquête** auprès de leurs ressortissants afin de recueillir des informations sur leur situation économique.
- Cette enquête a été administrée en ligne du **5 au 10 mai 2020**, période qui a précédé la levée du confinement strict dans une partie du territoire national, dont la Nouvelle-Aquitaine.
- **Concernant la CCI Corrèze, il s'agit de la 4<sup>e</sup> enquête administrée en 2 mois**, une première ayant été conduite dans le département du 6 au 13 mars 2020.

Les objectifs de cette nouvelle enquête sont les suivants :

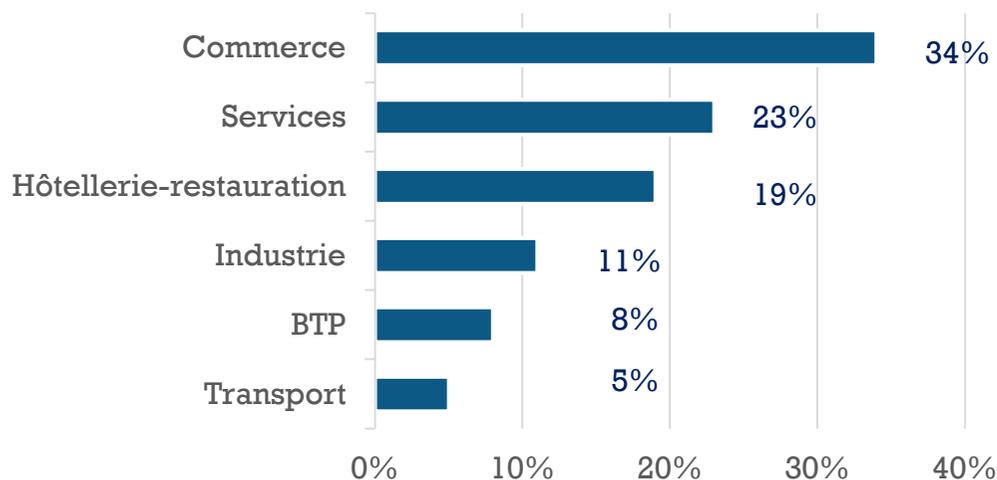
- 1-** Apprécier l'impact de la crise sanitaire sur l'activité des entreprises du territoire ;
- 2-** Identifier les mesures d'aides qu'elles ont sollicitées ;
- 3-** Apprécier les conditions de la reprise.

# + Méthodologie

Cette enquête a été administrée en ligne par e-mailing, par l'intermédiaire du site Internet CCI et par les réseaux sociaux, du 5 au 10 mai 2020, antérieurement à l'annonce par le Premier ministre du Plan de relance du tourisme (Comité interministériel du 14 mai 2020).

*Profil des entreprises répondantes en Corrèze :*

*81% des répondants relèvent du secteur tertiaire*

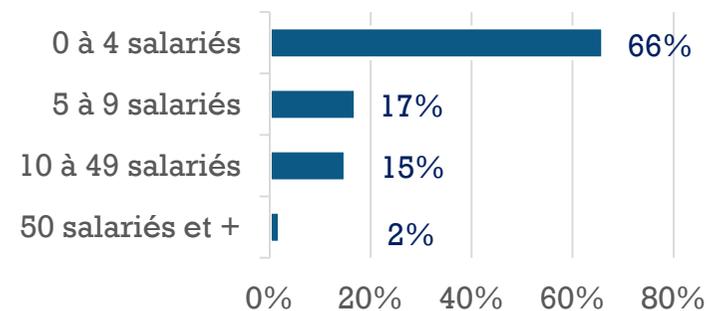


*On peut noter une sur-représentation de l'hôtellerie-restauration. La très forte mobilisation des professionnels de l'hôtellerie-restauration avait déjà été constatée lors de nos 3 précédentes enquêtes, signe d'un climat d'inquiétude spécifique dans ce secteur d'activité et d'attentes fortes par rapport aux Pouvoirs publics.*

3

**824**  
entreprises de Corrèze  
ont participé à cette consultation,  
administrée en ligne  
du 5 au 10/05/2020

*83% emploient moins de 10 salariés*





# ■ **Partie 1- Vue d'ensemble**



## Votre entreprise est-elle éligible à l'une des aides des pouvoirs publics ?

72%

des répondants de Corrèze considèrent être éligibles à l'une des aides d'urgence des Pouvoirs publics

*11% des entreprises répondantes considèrent n'être éligibles à aucune aide, principalement (73%) pour des raisons de CA supérieur aux critères retenus. À noter que 17% ne savent pas si elles sont éligibles ou non.*

Raisons de non-éligibilité	%
CA de l'entreprise supérieur aux conditions d'éligibilité	73%
Typologie d'activité	19%
Situation financière de l'entreprise les années antérieures	11%
Taille de l'entreprise supérieure aux conditions d'éligibilité	7%
Entreprise trop récente	7%
Entreprise en procédure judiciaire	/
Autres	23%



## Quels dispositifs d'aides avez-vous demandé ?

**73%**

tel est le pourcentage de répondants de Corrèze considérant que les aides obtenues leur permettent de poursuivre ou de redémarrer l'activité un peu plus facilement

*Aides de l'Etat ou de la Région Nouvelle-Aquitaine*

Les statistiques des aides accordées étant désormais en ligne sur les sites des ministères, nous avons préféré faire figurer dans cette publication, en pages 6 et 7, les données concernant le nombre d'entreprises bénéficiaires et les montants concernés.

**4299**

tel le nombre de demandes d'activité partielle déposées par 4156 établissements en Corrèze, représentant 35839 salariés

*Source : Site du Ministère du travail, 18/05/2020 (données au 12/05)*

**9,9 M€**

tel est le montant du Fonds de solidarité (volet 1 – 1500 €) accordé dans le cadre de 7320 aides en Corrèze

*Source : Site du Ministère de l'économie et des finances, 18/05/2020*

**2,3 M€**

tel est le montant des reports d'échéances fiscales accordés dans le cadre de 110 aides en Corrèze

*Source : Site du Ministère de l'économie et des finances, 18/05/2020*



## Concernant vos relations avec les banques, quel appui avez-vous demandé ?

50%

des répondants en Corrèze  
n'ont pas sollicité de **report  
de remboursement  
de crédit bancaire**

218 M€

tel est le montant des Prêts Garantis  
par l'Etat (PGE) accordés  
dans le cadre de 1417 aides  
en Corrèze \*

48%

des répondants en Corrèze  
ont obtenu un report  
de remboursement

2%

sont en attente de réponse  
concernant un report  
de remboursement

Source : Site du Ministère de l'économie et des finances, 18/05/2020

\* Le dispositif PGE est opérationnel depuis le 25/03



## Envisagez-vous la cessation définitive de votre activité ?

Cessation d'activité	%
Oui, je l'envisage	5%
Oui, démarche en cours	/
Non	72%
Ne sait pas	23%
Total	100%

Si cessation d'activité envisagée, à quelle échéance ?	%
A la fin du confinement	6%
D'ici septembre	23%
D'ici la fin de l'année	40%
Ne sait pas	31%
Total	100%



*En revanche 5% des répondants envisagent cette option et 23% s'interrogent .*

*Concernant les 5% de répondants envisageant une cessation d'activité, 20% pensent opter pour une procédure avec cessation de paiements (RJ, LJ), 10% pour une procédure sans cessation de paiements (mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde) et 70% ne savent pas quelle procédure est la plus adaptée à leur situation.*

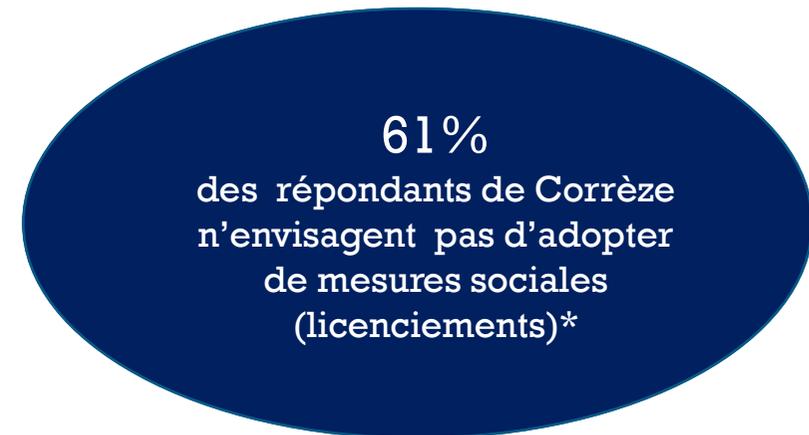
*Pour 69% d'entre eux, cette procédure interviendrait d'ici la fin de l'année.*



## Envisagez-vous des mesures sociales (licenciements) ?

Mesures sociales envisagées	%
Oui	8%
Non	61%
Ne sait pas	31%
Total	100%

Si mesure sociale envisagée, à quelle hauteur de l'effectif ?	%
< 10%	10%
Entre 10 et 24%	32%
Entre 25 et 50%	34%
> 50%	24%
Total	100%



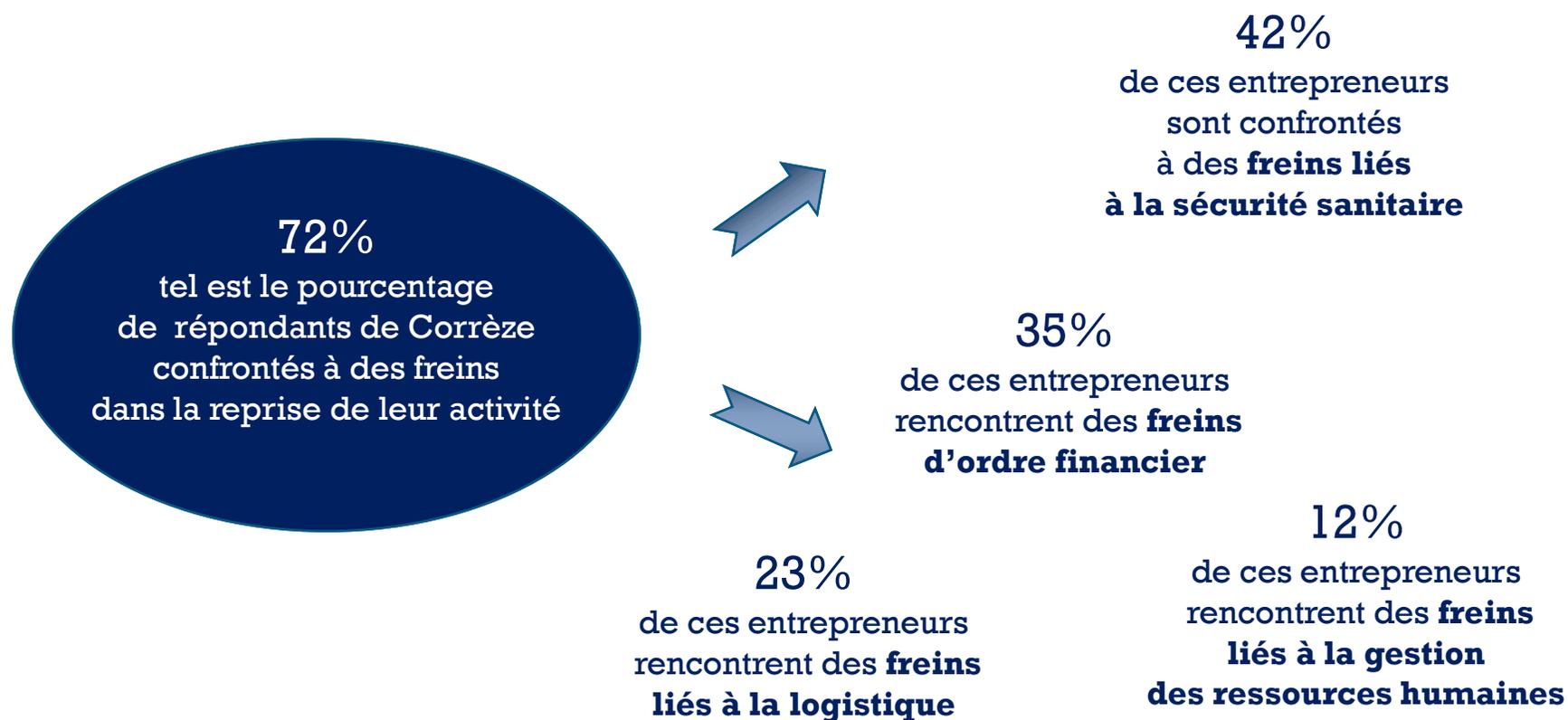
\* 28% de notre panel est composé d'entreprises n'employant pas de salariés.

*En revanche 8% des répondants envisagent cette option et 31% s'interrogent.*

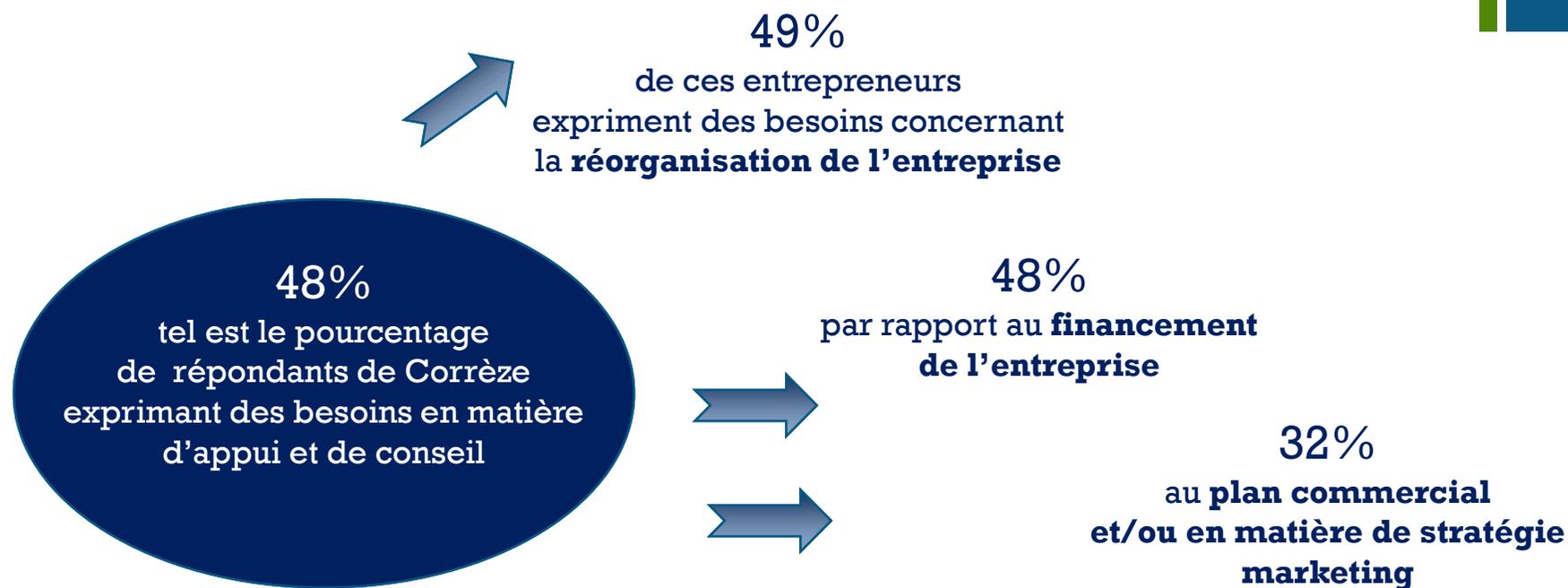


## Quels sont aujourd'hui pour votre entreprise les principaux freins à la reprise d'activité ?

(hormis l'autorisation administrative de reprise de votre activité)



## + Lors de la reprise d'activité, de quoi auriez-vous besoin à très court terme ? (1/2)



*Des besoins s'expriment également en matière de **gestion des ressources humaines** (16%)  
et de **transition numérique** (12%).*

## + Lors de la reprise d'activité, de quoi auriez-vous besoin à très court terme ? (2/2)



*Concernant les besoins exprimés en matière d'aide à l'embauche, est cité le recrutement de nouveaux salariés (66%) mais aussi d'apprentis (34%) et de saisonniers (30%). Avant la crise sanitaire, la problématique des difficultés de recrutement était très fortement exprimée par les dirigeants d'entreprise.*



## Avez-vous commandé des Equipements de Protection Individuelle (EPI) pour la reprise de votre activité ?

Commandes d'EPI	%
Oui, j'en ai commandé	66%
Non, pas encore, mais je pourrais en avoir besoin	18%
Non, car je n'en aurai pas besoin	9%
Non, je ne sais pas où me les procurer	7%
Total	100%

66%

des entreprises de Corrèze  
ayant participé à cette consultation  
ont commandé des **Equipements  
de Protection Individuelle (EPI)\***

\*28% de notre panel est composé d'entreprises n'employant pas de salariés. Notre panel comprend par ailleurs des professionnels d'activités non encore autorisées à ouvrir au 11 mai, ignorant la date à laquelle ils pourraient rouvrir lors de la passation de l'enquête (cafetiers et restaurateurs notamment), disposant de ce fait d'un délai supplémentaire pour la commande de ces EPI.



## Envisagez-vous de relocaliser une partie de vos approvisionnements ?

Relocalisation des approvisionnements	%
Oui	24%
Non	76%
Total	100%

**24%**  
des entreprises de Corrèze  
ayant participé à cette consultation  
envisagent de **relocaliser leurs  
approvisionnements**  
(de toutes natures)



## ■ **Partie 2- Analyse sectorielle**



# Impact du Covid-19 dans l'industrie

## Contexte avant crise :

*La confirmation d'une **bonne tenue de l'activité** (chiffres d'affaires et carnets de commandes bien orientés).*

*Des inquiétudes sur les prix d'achat et les délais de paiement.*

*66% des entreprises industrielles de notre panel envisageaient d'investir au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (-2 points en 1 an).*

*48% envisageaient de recruter (+4 points en 1 an).*

*Source : Baromètre Eco Corrèze, enquête administrée du 7 au 25 Janvier 2020*

## Enseignements issus de nos précédentes enquêtes



## Situation 1<sup>ère</sup> quinzaine d'avril :

- Une situation qui s'est dégradée depuis le 17 mars \* pour 65% des répondants.
- 67% d'entreprises ouvertes.
- 48% fortement impactées parmi les entreprises « ouvertes » ou « réouvertes ».

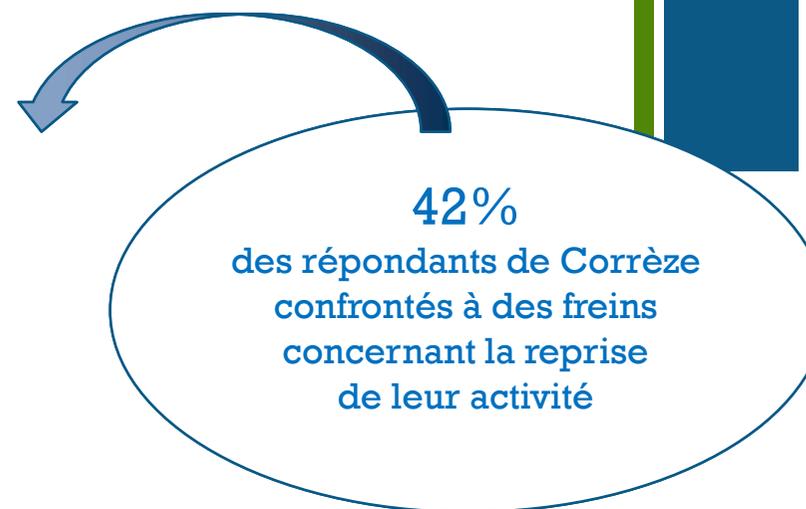
*Enquête administrée en ligne du 7 au 13 Avril 2020*

*\* Date de début du confinement dans toute la France*



## Impact du Covid-19 dans l'industrie

Principaux freins à la reprise d'activité	%
Freins d'ordre financier	61%
Freins liés à la logistique	39%
Freins liés à la sécurité sanitaire	29%
Freins liés à la gestion des ressources humaines	25%



*Parmi les entreprises rencontrant des freins dans la reprise de l'activité, il s'agit principalement de difficultés financières. À noter que les freins liés à la logistique sont cités par 39% des répondants.*

*(hormis l'autorisation administrative de reprise de votre activité)*

*65% des répondants nous disent être éligibles à l'une des aides des Pouvoirs publics. 12% considèrent n'être éligibles à aucune aide et 23% ne savent pas.*

**72%** des répondants considèrent que les aides dont ils ont été bénéficiaires leur permettent de poursuivre ou reprendre l'activité un peu plus facilement.

Entreprises éligibles à l'une des aides des Pouvoirs publics	%
Oui	65%
Non	12%
Ne sait pas	23%
Total	100%



## Impact du Covid-19 dans l'industrie

Cessation d'activité	%
Oui, je l'envisage	7%
Oui, démarche en cours	/
Non	72%
Ne sait pas	21%
Total	100%

72% des répondants n'envisagent pas de cessation d'activité. En revanche 7% des répondants envisagent cette option et 21% s'interrogent.

Mesures sociales envisagées	%
Oui	14%
Non	49%
Ne sait pas	37%
Total	100%

49% des répondants ne pensent pas devoir adopter des mesures sociales de type licenciements. En revanche 14% des répondants envisagent cette option et 37% s'interrogent.

On peut souligner le **manque de visibilité dans ce contexte contraint**. 1 dirigeant sur 5 n'est pas en mesure de savoir à ce jour s'il pourra ou non poursuivre son activité. Un peu moins de 4 dirigeants sur 10 s'ils seront dans l'obligation ou non d'adopter des mesures sociales. Il est délicat d'évaluer précisément à ce stade l'impact économique et social de la crise sanitaire sur le tissu industriel du département.



# Impact du Covid-19 dans le BTP

## Contexte avant crise :

*Des incertitudes sur l'activité en 2020.*

*Des inquiétudes sur les marges et les délais de paiement, sur la trésorerie pour certaines entreprises.*

*44% des entreprises du BTP de notre panel envisageaient d'investir au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (-13 points en 1 an).*

*48% envisageaient de recruter (-1 point en 1 an).*

*Source : Baromètre Eco Corrèze, enquête administrée du 7 au 25 Janvier 2020*

## Enseignements issus de nos précédentes enquêtes



## Situation 1<sup>ère</sup> quinzaine d'avril :

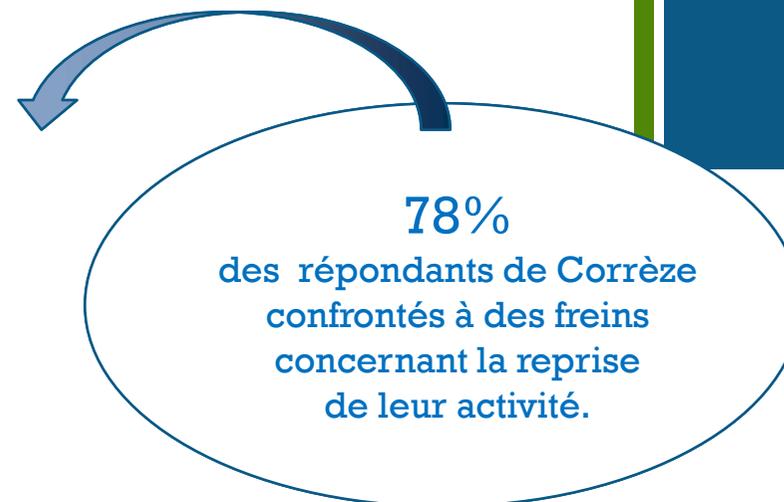
- Une situation qui s'est dégradée depuis le 17 mars \* pour **70%** des répondants.
- **47%** d'entreprises fermées.
- **67%** fortement impactées parmi les entreprises « ouvertes » ou « réouvertes ».

*Enquête administrée en ligne du 7 au 13 Avril 2020  
\* Date de début du confinement dans toute la France*



## Impact du Covid-19 dans le BTP

Principaux freins à la reprise d'activité	%
Freins liés à la logistique	53%
Freins liés à la sécurité sanitaire	50%
Freins liés à la gestion des ressources humaines	28%
Freins d'ordre financier	15%



*Parmi les entreprises rencontrant des freins dans la reprise de l'activité, il s'agit principalement de difficultés liées à la logistique (approvisionnements) et à l'application des mesures de sécurité sanitaire.*

*(hormis l'autorisation administrative de reprise de votre activité)*

*69% des répondants nous disent être éligibles à l'une des aides des Pouvoirs publics. 19% considèrent n'être éligibles à aucune aide et 12% ne savent pas.*

**88%** des répondants considèrent que les aides dont ils ont été bénéficiaires leur permettent de poursuivre ou reprendre l'activité un peu plus facilement.

Entreprises éligibles à l'une des aides des pouvoirs publics	%
Oui	69%
Non	19%
Ne sait pas	12%
Total	100%

## + Impact du Covid-19 dans le BTP

Cessation d'activité	%
Oui, je l'envisage	4%
Oui, démarche en cours	/
Non	89%
Ne sait pas	7%
Total	100%

89% des répondants n'envisagent pas de cessation d'activité. En revanche 4% des répondants envisagent cette option et 7% s'interrogent.

On peut souligner le **manque de visibilité dans ce contexte contraint. Malgré tout, c'est dans ce secteur d'activité que le niveau d'incertitude exprimée est le moins élevé.** Un peu moins d'1 dirigeant sur 10 n'est pas en mesure de savoir à ce jour s'il pourra ou non poursuivre son activité. Un peu moins de 2 dirigeants sur 10 s'ils seront dans l'obligation ou non d'adopter des mesures sociales. Il est délicat d'évaluer précisément à ce stade l'impact économique et social de la crise sanitaire sur le secteur du BTP dans le département.

Mesures sociales envisagées	%
Oui	2%
Non	81%
Ne sait pas	17%
Total	100%

81% des répondants ne pensent pas devoir adopter des mesures sociales de type licenciements. En revanche 2% des répondants envisagent cette option et 17% s'interrogent.



## Impact du Covid-19 dans le commerce

### Contexte avant crise :

*La persistance d'un **contexte compliqué**.*

*Des niveaux d'activités contrastés, des situations hétérogènes en matière de trésorerie, des inquiétudes sur les marges.*

*35% des entreprises commerciales de notre panel envisageaient d'investir au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (+3 points en 1 an).*

*20% envisageaient de recruter (-1 point en 1 an).*

*Source : Baromètre Eco Corrèze, enquête administrée du 7 au 25 Janvier 2020*

Enseignements issus  
de nos précédentes enquêtes



### Situation 1<sup>ère</sup> quinzaine d'avril :

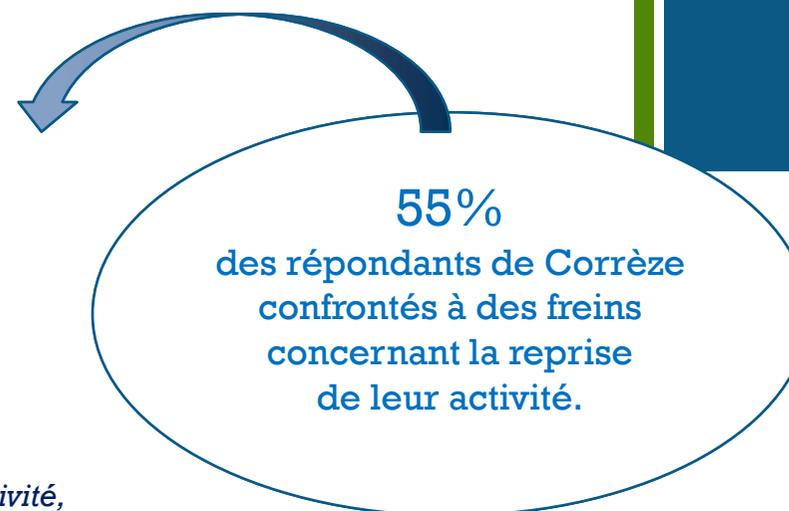
- Une situation qui s'est dégradée depuis le 17 mars \* pour **82%** des répondants.
- **63%** d'entreprises fermées.
- **63%** fortement impactées parmi les entreprises « ouvertes » ou « réouvertes ».

*Enquête administrée en ligne du 7 au 13 Avril 2020  
\* Date de début du confinement dans toute la France*



## Impact du Covid-19 dans le commerce

Principaux freins à la reprise d'activité	%
Freins liés à la sécurité sanitaire	49%
Freins d'ordre financier	48%
Freins liés à la logistique	34%
Freins liés à la gestion des ressources humaines	11%



*Parmi les entreprises rencontrant des freins dans la reprise de l'activité, il s'agit principalement de difficultés liées à l'application des mesures de sécurité sanitaire et d'ordre financier. À noter que les freins en rapport avec la logistique sont cités par 34% des répondants.*

*(hormis l'autorisation administrative de reprise de votre activité)*

*72% des répondants nous disent être éligibles à l'une des aides des Pouvoirs publics. 14% considèrent n'être éligibles à aucune aide et 14% ne savent pas.*

**74%** des répondants considèrent que les aides dont ils ont été bénéficiaires leur permettent de poursuivre ou reprendre l'activité un peu plus facilement.

Entreprises éligibles à l'une des aides des pouvoirs publics	%
Oui	72%
Non	14%
Ne sait pas	14%
Total	100%



## Impact du Covid-19 dans le commerce

Cessation d'activité	%
Oui, je l'envisage	4%
Oui, démarche en cours	/
Non	73%
Ne sait pas	23%
Total	100%

73% des répondants n'envisagent pas de cessation d'activité. En revanche 4% des répondants envisagent cette option et 23% s'interrogent.

Mesures sociales envisagées	%
Oui	5%
Non	68%
Ne sait pas	27%
Total	100%

68% des répondants ne pensent pas devoir adopter des mesures sociales de type licenciements. En revanche 5% des répondants envisagent cette option et 27% s'interrogent.

On peut souligner le **manque de visibilité dans ce contexte contraint**. Un peu moins d'1 dirigeant sur 4 n'est pas en mesure de savoir à ce jour s'il pourra ou non poursuivre son activité. Un peu plus d'1 dirigeant sur 4 s'il sera dans l'obligation ou non d'adopter des mesures sociales. Il est délicat d'évaluer précisément à ce stade l'impact économique et social de la crise sanitaire sur le tissu commercial du département.



## Impact du Covid-19 dans les services

### Contexte avant crise :

*Une **bonne tenue de l'activité** (chiffres d'affaires bien orientés).*

*Des inquiétudes sur les marges et les délais de paiement.*

*55% des prestataires de services de notre panel envisageaient d'investir au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (+25 points en 1 an).*

*57% envisageaient de recruter (+36 points en 1 an).*

*Source : Baromètre Eco Corrèze, enquête administrée du 7 au 25 Janvier 2020*

### Enseignements issus de nos précédentes enquêtes



### Situation 1<sup>ère</sup> quinzaine d'avril :

- Une situation qui s'est dégradée depuis le 17 mars \* pour **84%** des répondants.
- **66%** d'entreprises fermées.
- **78%** fortement impactées parmi les entreprises « ouvertes » ou « réouvertes ».

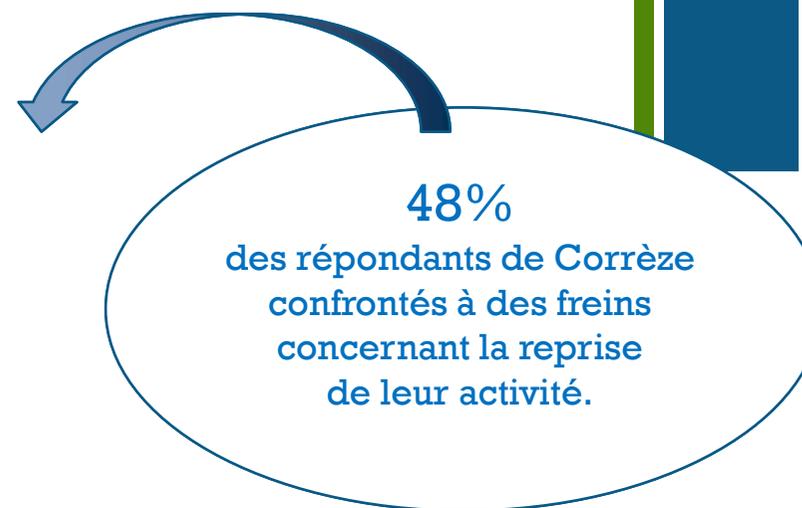
*Enquête administrée en ligne du 7 au 13 Avril 2020*

*\* Date de début du confinement dans toute la France*



## Impact du Covid-19 dans les services

Principaux freins à la reprise d'activité	%
Freins liés à la sécurité sanitaire	61%
Freins d'ordre financier	32%
Freins liés à la logistique	24%
Freins liés à la gestion des ressources humaines	12%



(hormis l'autorisation administrative de reprise de votre activité)

*Parmi les entreprises rencontrant des freins dans la reprise de l'activité, il s'agit principalement de difficultés liées à l'application des mesures de sécurité sanitaire et d'ordre financier. À noter que les freins liés à la logistique sont cités par 24% des répondants.*

*73% des répondants nous disent être éligibles à l'une des aides des Pouvoirs publics. 11% considèrent n'être éligibles à aucune aide et 16% ne savent pas.*

**69%** des répondants considèrent que les aides dont ils ont été bénéficiaires leur permettent de poursuivre ou reprendre l'activité un peu plus facilement.

Entreprises éligibles à l'une des aides des pouvoirs publics	%
Oui	73%
Non	11%
Ne sait pas	16%
Total	100%



## Impact du Covid-19 dans les services

Cessation d'activité	%
Oui, je l'envisage	4%
Oui, démarche en cours	1%
Non	74%
Ne sait pas	21%
Total	100%

74% des répondants n'envisagent pas de cessation d'activité. En revanche 4% des répondants envisagent cette option et 21% s'interrogent.

Mesures sociales envisagées	%
Oui	3%
Non	70%
Ne sait pas	27%
Total	100%

70% des répondants ne pensent pas devoir adopter des mesures sociales de type licenciements. En revanche 3% des répondants envisagent cette option et 27% s'interrogent.

On peut souligner le **manque de visibilité dans ce contexte contraint**. 1 dirigeant sur 5 n'est pas en mesure de savoir à ce jour s'il pourra ou non poursuivre son activité. Un peu plus d'1 dirigeant sur 4 s'il sera dans l'obligation ou non d'adopter des mesures sociales. Il est délicat d'évaluer précisément à ce stade l'impact économique et social de la crise sanitaire sur le secteur des services dans le département.



# Impact du Covid-19 dans l'hôtellerie-restauration

## Contexte avant crise :

Une **activité mieux orientée** que précédemment dans les CHR.

Des inquiétudes sur les marges et les délais de paiement.

43% des entreprises du secteur CHR de notre panel envisageaient d'investir au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (+6 points en 1 an).

17% envisageaient de recruter (-4 points en 1 an).

Source : Baromètre Eco Corrèze, enquête administrée du 7 au 25 Janvier 2020

## Enseignements issus de nos précédentes enquêtes



## Situation 1<sup>ère</sup> quinzaine d'avril :

- Une situation qui s'est dégradée depuis le 17 mars \* pour 96% des répondants.
- 88% d'entreprises fermées.
- 88% fortement impactées parmi les entreprises « ouvertes » ou « réouvertes ».

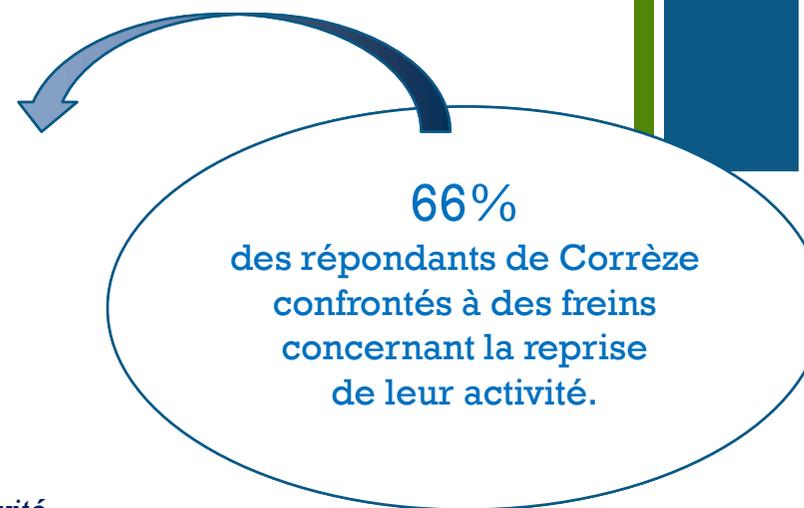
Enquête administrée en ligne du 7 au 13 Avril 2020

\* Date de début du confinement dans toute la France



## Impact du Covid-19 dans l'hôtellerie-restauration

Principaux freins à la reprise d'activité	%
Freins liés à la sécurité sanitaire	65%
Freins d'ordre financier	62%
Freins liés à la gestion des ressources humaines	13%
Freins liés à la logistique	13%



*Parmi les entreprises rencontrant des freins dans la reprise de l'activité (outre l'interdiction de reprise de l'activité qui affecte la restauration en salle, et les incertitudes concernant la saison touristique), il s'agit principalement de difficultés liées à l'application des mesures de sécurité sanitaire et d'ordre financier.*

*77% des répondants nous disent être éligibles à l'une des aides des Pouvoirs publics. 8% considèrent n'être éligibles à aucune aide et 15% ne savent pas.*

**54%** des répondants considèrent que les aides dont ils ont été bénéficiaires leur permettent de poursuivre ou reprendre l'activité un peu plus facilement.

*(hormis l'autorisation administrative de reprise de votre activité)  
Enquête administrée antérieurement à l'annonce par le Premier ministre  
du Plan de relance du tourisme (14 mai 2020).*

Entreprises éligibles à l'une des aides des pouvoirs publics	%
Oui	77%
Non	8%
Ne sait pas	15%
Total	100%



## Impact du Covid-19 dans l'hôtellerie-restauration

Cessation d'activité	%
Oui, je l'envisage	9%
Oui, démarche en cours	/
Non	58%
Ne sait pas	33%
Total	100%

58% des répondants n'envisagent pas de cessation d'activité. En revanche 9% des répondants envisagent cette option et 33% s'interrogent.

Mesures sociales envisagées	%
Oui	17%
Non	37%
Ne sait pas	46%
Total	100%

37% des répondants ne pensent pas devoir adopter des mesures sociales de type licenciements. En revanche 17% des répondants envisagent cette option et 46% s'interrogent.

On peut souligner le **manque de visibilité dans ce contexte contraint. C'est dans ce secteur d'activité que le niveau d'incertitude exprimée est le plus élevé.** 1 dirigeant sur 3 n'est pas en mesure de savoir à ce jour s'il pourra ou non poursuivre son activité. Un peu moins d'1 dirigeant sur 2 s'il sera dans l'obligation ou non d'adopter des mesures sociales. Il est délicat d'évaluer précisément à ce stade l'impact économique et social de la crise sanitaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration du département.

# + Synthèse : 10 points à retenir (1/3)

**1-** Un pourcentage relativement élevé d'entreprises éligibles à l'une des aides d'urgence de soutien à la trésorerie mises en place pendant le confinement (72%), même si ces mesures nécessitent d'être complétées pour certaines typologies d'entreprises et de secteurs d'activités particulièrement fragilisés et/ou ne correspondant pas aux critères de conditionnalité.

**2-** Une proportion à prendre en compte d'entreprises ne sachant pas si elles sont éligibles à certaines aides (17%), d'où la nécessité de poursuivre l'information des dirigeants sur ces mesures de soutien, d'autant que les dispositifs évoluent.

**3-** Des dispositifs de soutien à la trésorerie qui permettent aux entreprises bénéficiaires, malgré le contexte difficile, de poursuivre ou de redémarrer un peu plus facilement leur activité (73%). Ces dispositifs nécessitent toutefois d'être prolongés pour certains d'entre eux et complétés par d'autres mesures d'urgence ainsi que par des plans de relance (offre/demande). Notre précédente enquête nous a notamment confirmé à quel point la dynamique en termes d'investissements était compromise.

## + Synthèse : 10 points à retenir (2/3)

**4-** Une proportion significative d'entreprises ayant bénéficié de la part des réseaux bancaires du Prêt Garanti par l'Etat (PGE) et de reports dans le remboursement de crédits. L'accompagnement des entreprises et des ménages par les organismes bancaires demeurera essentiel.

**5-** Malgré ces dispositifs, par manque de fonds propres et de trésorerie, face à des résultats d'exploitation en baisse ou négatifs, aux incertitudes liées à la reprise de la consommation, des entreprises envisageant une cessation définitive de leur activité (5%) ou s'interrogeant à ce sujet (23%). Cette situation nécessite, de la part des Pouvoirs publics, un accompagnement spécifique des dirigeants d'entreprise, aux plans humain, juridique et financier. Même s'il est délicat d'évaluer précisément à ce stade l'impact économique et social de la crise sanitaire sur le tissu entrepreneurial du département, une forte augmentation des procédures judiciaires semble toutefois inéluctable, localement comme au plan national.

**6-** Des entreprises considérant comme inévitable l'adoption de mesures sociales de type licenciements (8%) ou s'interrogeant à ce sujet (31%), nécessitant de la part des Pouvoirs publics, un accompagnement spécifique des dirigeants et de leurs salariés, complémentaire des mesures actuelles d'activité partielle. Une forte augmentation de la demande d'emploi est néanmoins prévisible dans le département comme au plan national. L'apprentissage et l'insertion étant très sensibles à la conjoncture économique, ils devront être soutenus par les Pouvoirs publics.

## + Synthèse : 10 points à retenir <sup>(3/3)</sup>

**7-** Des entreprises confrontées actuellement à des freins par rapport à la reprise de leur activité (72%), principalement concernant la mise en place des mesures de sécurité sanitaire (réorganisation, surcoût), au plan financier et en matière de chaîne logistique.

**8-** Des dirigeants devant piloter leurs activités sur le court terme (reprise d'activité) mais devant retrouver de la visibilité sur le moyen/long termes. La confirmation d'un besoin en matière d'appui et de conseil (48%), déjà exprimé lors de notre précédente enquête, notamment concernant la gestion et le financement de l'entreprise, mais aussi sur la (re)définition du business model, la stratégie marketing et au plan commercial.

**9-** Des entrepreneurs ayant commandé les Equipements de Protection Individuelle (EPI) indispensables à la reprise de l'activité (66%) et disposés à mettre en œuvre les recommandations en matière de sécurité sanitaire, certains exprimant le besoin d'un appui dans la réorganisation de leur entreprise induite par ces nouvelles normes.

**10-** Notons enfin une proportion significative d'entreprises envisageant de relocaliser au plus près et durablement leurs approvisionnements de toutes natures (24%).

Les conseillers CCI se tiennent à la disposition  
des entreprises pour tout renseignement sur les dispositifs d'aides  
Numéro unique dédié : 05-53-35-80-80

Remerciements aux 824 entrepreneurs qui ont participé à cette 4<sup>e</sup> consultation  
sur l'impact économique du Covid-19.  
Remerciements aux collectivités (Département, EPCI, communes), aux clubs et associations d'entreprises  
qui ont relayé ce questionnaire.

Pôle Etudes et Développement territorial de la CCI de la Corrèze  
dans le cadre d'une enquête régionale conduite sous l'égide de la CCI Nouvelle-Aquitaine